

Les oulémas syriens aux XXe-XXIe siècle

La tradition comme ressource face aux défis du changement social et de l'autoritarisme

Auteur : Thomas Pierret

Directeurs de recherche : Gilles Kepel (IEP-Paris) et Felice Dassetto (Université Catholique de Louvain)

En dépit de la nature pour le moins conflictuelle des relations entre le régime ba'athiste syrien et les oulémas sunnites du pays, le comportement politique de ces derniers n'est pas celui d'une opposition *stricto sensu* mais, indépendamment des différences de sensibilité politique, celui d'une élite sectorielle engagée dans un difficile processus de négociation avec le pouvoir. La position relativement avantageuse depuis laquelle les clercs mènent cette négociation est la conséquence de leur capacité à résister à la marginalisation que leur promettaient le changement social et le laïcisme ba'athiste. Cette résistance résulte non seulement des carences de l'État en matière de bureaucratisation et de l'adoption par les oulémas d'instruments éducatifs modernes mais aussi de l'utilisation par ces mêmes oulémas des ressources offertes par les conceptions traditionnelles de l'autorité religieuse en vue d'élargir leur audience dans le contexte du « réveil » islamique contemporain. La première partie de ce travail décrit la structuration des scènes religieuses damascène et alépine depuis l'époque mandataire jusqu'à nos jours. Le premier chapitre analyse comment, dans un contexte de bouleversements culturels, sociaux et politiques, les vieilles familles savantes sont remplacées au milieu du XXe siècle par de nouveaux acteurs d'extraction plus modeste. Animés par un souci de préserver l'influence des oulémas sur la société via la création d'écoles ou de groupes de prédication, ces « cheikhs-fondateurs » vont réorganiser l'élite religieuse en un ensemble de factions structurées par un modèle d'autorité d'inspiration confrérique.

Le second chapitre reprend ce récit au moment de l'insurrection islamique de 1979-1982, dont les conséquences varient, pour chacun de ces groupes, en fonction de leur implication dans les événements. Certains disparaissent purement et simplement, d'autres sont affaiblis plus ou moins durablement et d'autres encore, parce qu'ils se sont montrés loyaux durant la crise, bénéficient du soutien de l'État pour étendre leurs réseaux. La situation actuelle du clergé syrien ne peut toutefois être considérée comme la simple résultante du soulèvement survenu il y a trente ans : premièrement, parce que d'anciennes victimes de la répression ont su exploiter leurs ressources propres pour revenir sur le devant de la scène durant les années 2000 ; deuxièmement, parce que les dernières décennies ont vu émerger de nouvelles figures s'appuyant, notamment, sur les potentialités des mass-médias.

La seconde partie de la thèse s'intéresse à deux dimensions-clés de la légitimation des oulémas, à savoir les questions de leur formation et de la définition de l'orthodoxie. Le premier chapitre étudie ainsi l'évolution de l'enseignement religieux spécialisé au XXe siècle et le passage d'un système entièrement informel à un processus d'institutionnalisation menée à la fois par l'État et par des acteurs privés. Nous montrerons que cette institutionnalisation demeure partielle, parce que les instituts privés apparaissent en réalité comme des structures hybrides où coexistent enseignement « moderne » et conceptions « traditionnelles » de la transmission du savoir, mais aussi parce que certains clercs continuent d'être formés en dehors des structures dites « organisées ». Dans tous les cas, l'immense majorité des oulémas syriens continuent de marquer leur attachement au paradigme traditionniste en se légitimant

comme les héritiers d'un maître et, par le truchement de ce dernier, des Pieux Ancêtres et des Prophètes.

Dans le second chapitre de cette partie, nous étudions les grands débats doctrinaux qui ont marqué la scène religieuse locale au XXe siècle. En vertu de l'autonomie relative que nous reconnaissons au champ religieux,¹ ces débats ne sont pas appréhendés comme des facteurs causaux expliquant, par exemple, le comportement politique des principaux intéressés. Ils retiennent davantage notre attention en ce qu'ils témoignent d'enjeux qui, parce qu'ils touchent au travail social spécifique des oulémas, sont considérés par eux comme prioritaires. De ce fait, ils sont à l'origine de clivages transcendant très nettement ceux que peuvent susciter le problème du rapport à l'État. Le principal de ces enjeux est le défi adressé à la tendance majoritaire par le courant salafiste, dont nous reconstituons l'histoire depuis le Mandat. Nous présentons ensuite les différentes réponses apportées à ce défi par les tenants de la « vieille orthodoxie », allant de tentatives de conciliation à des dynamiques de radicalisation. Ce chapitre aborde, pour terminer, les différentes facettes du réformisme musulman syrien et les stratégies complexes mises en œuvre par leurs représentants dans leurs relations avec l'establishment religieux.

La troisième partie traite des relations entre les oulémas, d'une part, et les élites économiques et politico-militaires, d'autre part. Le premier chapitre se concentre sur l'alliance entre hommes de religion et marchands, alliance dont la forme actuelle trouve ses racines à l'époque mandataire. À partir de cette époque, la bourgeoisie commerçante moyenne met ses ressources financières à disposition du clergé pour bâtir des mosquées et fonder des associations de bienfaisance. Handicapé par l'autoritarisme ba'athiste, ce partenariat n'en bénéficie pas moins de la disparition du grand capital dans les années 1960, qui favorisera par la suite l'enrichissement des bailleurs de fonds traditionnels du clergé. À partir de la fin des années 1990, l'aggravation des problèmes sociaux contraint le régime à accorder une marge de manœuvre croissante au secteur caritatif, lequel voit en outre ses moyens augmenter considérablement à la faveur des réformes économiques libérales des années 2000. Ce dernier n'est pas dominé par les acteurs les plus proches du pouvoir mais par ceux qui, en vertu de leur capital social et symbolique, se montrent les plus efficaces dans la mobilisation des ressources du secteur privé. En résulte le développement d'un partenariat équivoque entre le régime et ses ennemis d'hier, encore complexifié par la participation d'acteurs économiques qui ne sont plus seulement les commerçants conservateurs mais également les représentants du capitalisme basé sur le parasitage des ressources de l'État. Pour terminer ce chapitre, nous nous penchons sur l'éthique économique des oulémas, une éthique bourgeoise en phase avec la récente réorientation néolibérale des politiques économiques nationales, dont une des manifestations est l'introduction de la finance islamique.

Le deuxième et dernier chapitre passe quant à lui en revue les interventions des oulémas dans le champ politique depuis le Mandat jusqu'à la présente décennie, s'intéressant tout particulièrement aux relations entre clercs et militants islamistes. Cette analyse diachronique permet, d'une part, d'appréhender les réactions particulières des hommes de religion aux nombreux changements de configuration politique qu'a connu le pays depuis la fin de la Première Guerre Mondiale et, d'autre part, de mettre à jour des constantes dessinant les spécificités de la pratique politique des hommes de religion. À la différence de celle des islamistes, cette pratique est caractérisée par une logique d'action sectorielle, axée sur la défense d'intérêts propres au groupe concerné plutôt que sur un projet de transformation du système politique. Elle permet donc de comprendre l'intégration croissante (même si

¹ Sur cette notion, voir BOURDIEU. *Op. cit.* p. 299.

nullement harmonieuse) des oulémas dans la coalition élitaires dominant le pays en dépit de leur faible degré d'intégration dans l'appareil bureaucratique officiel et de leur opposition aux orientations idéologiques du régime.

Avant de conclure, l'Épilogue présente des développements survenus depuis l'été 2008, qui vont à rebours des grandes tendances dégagées dans cette thèse : jusqu'ici simple gendarme, l'État syrien se veut désormais régulateur, ambitionnant d'exercer un contrôle direct sur une portion substantielle des champs éducatif et associatif islamiques ; après avoir multiplié les gestes de bonne volonté à l'endroit du clergé durant la décennie, le régime déclare la « fin de l'anarchie » et multiplie les mesures vexatoires. Il est encore trop tôt, à l'heure où nous écrivons ces lignes, de déterminer s'il s'agit-là d'un simple rappel à l'ordre ou d'un véritable changement de paradigme.